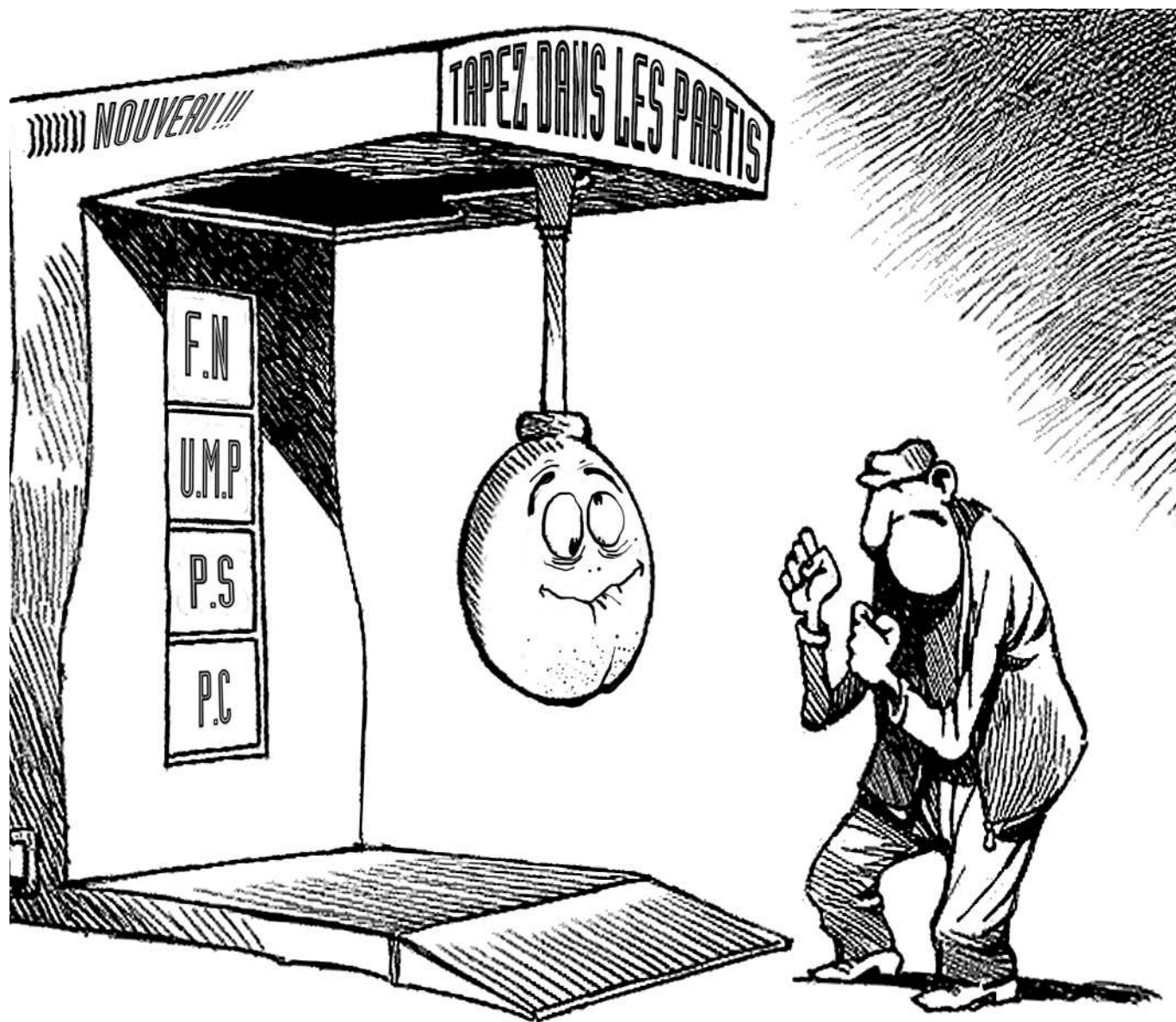


# LE COMBAT SYNDICALISTE

- BIMESTRIEL ANARCHOSYNDICALISTE DE LA CNT-AIT DE MIDI-PYRENEES - La LETTRE DU GDES -

ISSN 1240-0009 CPPAP 72171



**On n'ira pas !\_ L'alternance gauche/droite : il faut bien que ça serve à quelque chose...\_ Contre le fascisme, quelle stratégie ?\_ Cgt, Fo, Cfdt : tous ensemble, tous ensemble contre les travailleurs sans-papiers\_ Un cas d'esclavage révélé à Lauzerte\_ Maisons de retraite : brisons le silence\_ Nucléaire : manif anti-EPR à Rennes\_ Enfants aux portes du pénitencier\_ Jef\_ Déni de grossesse\_ Un mercredi aux Argoulets\_ De la rotation des tâches\_ Travailler plus ou travailler moins ?\_ L'électroxicomanie...**

**N° 100 - Avril et Mai - 2007 - 2 euros**

## N'OUBLIEZ PAS DE VOUS ABONNER !

Un an :  
**Tarif normal : 10 euros**  
**Abonnement de soutien : 20 euros ou plus**

### COMMENT SAVOIR SI VOTRE ABONNEMENT EST A JOUR ?

Le numéro qui figure sur l'étiquette d'envoi correspond au dernier numéro du journal inclus dans votre abonnement. Pensez à le vérifier.

Libellez les chèques à :

**CDES**  
**CCP 3 087 21 H**  
**Toulouse**

Pour tout contact avec le journal :

**CNT-AIT**  
**7, rue St Rémy,**  
**31000 Toulouse.**  
**Tel : 05 61 52 86 48**

Pour tout contact avec la CNT-AIT s'adresser au Bureau Confédéral (même adresse)

Pour en savoir plus :

<http://cnt-ait-toulouse.fr>  
<http://cnt-ait.info>  
<http://cnt.ait.caen.free.fr/>

Secrétariat régional  
 Midi-Pyrénées

**CNT-AIT,**  
**BP 158 82001 Montauban**  
**Cédex**

Secrétariat de l'AIT  
 AIT, NSF boks 1977, Vika,  
 N-0121, Oslo, Norvège

Ce journal est rédigé, mis en page, assemblé par des militants, salariés ou chômeurs.

# On n'ira pas

**P**remier ou deuxième tour, avec ou sans Lepen, sans honte et presque sans haine, on n'ira pas. Tous ! Sans exception ! Et s'il y en a un qui flanche, "on lui casse les doigts, la pince à bulletin", c'est Alice qui l'a dit. Chez nous, on n'a pas l'abstention honteuse, c'est pas un péché, c'est un devoir, comme un axiome de base. Ne pas voter, c'est rester debout ! Ou comme disait Elysée Reclus "Voter, c'est abdiquer".

Chacun de nous peut vous donner ses raisons, ses impressions, ses déductions, mais tous, on n'ira pas "roter" comme dit Francis. Tiens Francis, le 22 avril, lui "y peux pas", il va jouer aux boules avec Jean-Claude. Si tu lui demandes pourquoi il y va pas, il te répondra qu'il ne les aime pas tous ces vieux riches en costard qui veulent lui trouver un travail de m... sous-payé, ni ces cocos et gauchos avec ou sans moustache qui parlent à sa place de ses fins de mois. "Élire des riches qui parlent la bouche pleine de nos misères, quelle honte !".

Demandez pas à Jean-Claude pourquoi il y va pas. Lui, c'est que tant de gens y aillent qui l'interroge ! : "A chaque fois, c'est pareil. Gauche - Droite, Droite - Gauche, tous au pas, ils vont choisir leur menteur, qui leur fera subir les mêmes humiliations que les autres, les mêmes arnaques, les mêmes insultes".

C'est pas comme Guy ! Lui le 22 avril, il ne va pas jouer aux boules parce qu'il a les patates à buter. "Tiens, les patates, combien ils s'en mettent plein les foulles de patates, tous ces types et ces gonzesses, cette clique de bonimenteurs qui payent l'impôt sur la fortune et nous expliquent qu'on a paumé le chemin de l'emploi et les clés du réveil matin. Salauds de riches !". Expéditif le Guy. Les patates ont intérêt à se tenir tranquilles ! Yvette, elle "comprends le type qui vote à gauche en se disant que si la Royale passe, le peu qu'ils lâcheront l'aidera à bouffer un temps. Je le comprends, mais moi j'irai pas. Je préfère me débrouiller autrement !". Manu non plus n'ira pas. Ils auraient beau ouvrir en grand les grilles de l'HP qu'il n'irait pas le Manu, trop lucide !

Si vraiment vous voulez savoir pourquoi on n'ira pas, si vous êtes du genre "militant-politisé-qui-cherche-un-contenu-formalisé", faut aller demander à Paul, c'est l'intello de service, les mains toujours neuves. Il vous dira que "voter est l'acte de soumission absolu. Non obligatoire, non douloureux, gratuit, c'est une des très rares actions sociales que beaucoup d'individus peuvent ou non accomplir. Comme une liberté individuelle absolue. Mais c'est en même temps un acte de totale aliénation, l'individu donnant son pouvoir de décision à un autre sans aucune contrepartie si ce n'est une autre élection. Autrement dit, au moment même où il exerce son libre choix, il choisit de se soumettre aux décisions d'un autre. C'est un acte d'abandon de son libre arbitre. Il n'est même pas besoin de savoir si l'autre est un exploiteur, un voleur, un menteur. Toute délégation de pouvoir est un abandon de sa propre vie, une soumission, un renoncement. Et là, c'est de la soumission librement consentie, la démission absolue. Etre libre, c'est avant tout refuser cela, refuser que l'on décide à notre place. Se parler, se convaincre, s'arranger, oui, cela a un sens. Mais abdiquer, non, jamais !".

Personne ne sait ce qui sortira du chapeau médiatique le 22 avril au soir, quelles seront les deux équipes qui iront en finale.

Tiens la finale, ne demandez pas à Francis s'il ira voter ce jour là. Y peux pas, il va jouer aux boules avec Jean-Claude. Quant à Guy, il bouffera des patates avec Paul en regardant le match à la télé. En tous cas, après ce grand carnaval électoral, la vie continuera avec les mêmes humiliations, les mêmes voleurs de pauvres, les mêmes mensonges, les mêmes insultes.

Pas sûr ! Ces shows démocratiques, ce sont aussi des fabriques de colère, de rage, de désir de tout foutre en l'air, de respirer en inventant un autre monde. On est de plus en plus, nous les abstentionnistes. A nous tous, les abstentionnistes, les sans-droits civiques, les non-inscrits, les sans-papiers, les sans-pays, les sous-tutelles, on est la majorité de ce pays, de tous les pays !

G. Henein Grup

# L'alternance gauche/droite : IL FAUT BIEN QUE ÇA SERVE À QUELQUE CHOSE ...

L'objet de ce texte n'est pas de dresser une énième liste des méfaits des pouvoirs successifs de gauche ou de droite, mais plutôt la mise en lumière du bénéfice que peut tirer le capitalisme des alternances politiques.

En effet, ne sortiront vainqueurs du futur scrutin présidentiel que le chef de l'État fraîchement élu... et le capitalisme. Ce dernier, sorte d'hydre poly-céphale, se satisfait de la social-démocratie comme du conservatisme ; mieux encore, la succession de ces deux options politiques au pouvoir lui permet une relative stabilité (aussi bien dans son fonctionnement propre que dans la gestion du mécontentement qu'il génère). La gauche et la droite ont des positions divergentes mais non contradictoires à propos des taux de pressurage, de redistribution, des échanges... Il en sort néanmoins un lieu commun : la défense des intérêts de la classe possédantes et du système d'exploitation de l'homme par l'homme. Voyons maintenant quelles sont les tâches distinctes des gouvernements "conservateurs" et "progressistes" dans la pérennisation du système.

Le rôle de la droite est d'être utilisée comme le bras politique de la bourgeoisie. C'est elle qui couche sur papier (et de manière très légale !) les aspirations à plus de libéralisme, d'exploitation, de plus-value... et par là même contente ses confrères de classe. La droite attaque frontalement et sans complexe le droit du travail, les libertés individuelles et collectives, etc. (elle nous l'a montré récemment). En tant que servante d'une certaine frange de la population, elle ne s'encombre pas d'un pseudo "intérêt général" souvent invoqué par la

gauche et dévoile sans fausse pudeur ses muscles lorsque le patronat le lui ordonne. Bref, la droite fait preuve de brutalité et d'opiniâtreté : elle peut y aller franco selon les bons vouloirs de la conjoncture économique, jusqu'à ce que la désapprobation populaire se fasse sentir.

Et c'est à ce moment précis que les "progressistes" arrivent à la rescousse du capital. Car la fonction de la gauche réside dans le fait de pacifier les tensions sociales occasionnées par les assauts de la droite. La bourgeoisie est donc prête à concéder une période de social-démocratie "policée et pragmatique" afin d'abreuver la plèbe de discours démagogiques et rassurants. Alors, on tente de nous faire croire à d'hypothétiques bricolages théoriques ayant chacun une importance salvatrice quant au sort des petites gens. Ainsi, pour reproduire le nouveau concept de la néo-gauche inoffensive qui incarne et défend un "capitalisme à visage humain", je répondrai que c'est un

non-sens car le capitalisme a le visage des nantis, que cette même gauche contribue à servir. Qui plus est, les bourgeois ont investi les appareils de gôche (notamment celui du PS) et des lignes social-libérales coriaces font leur chemin, sans pour autant que les porteurs de ces idées craignent une quelconque accusation pour hétérodoxie (n'était-ce pas déjà le cas à l'époque des TUC, CIP, emplois jeunes ?...). Ce moment de tromperie que constitue la gauche au pouvoir permet aux politiciens ventrus d'une droite obstinément anti-sociale d'échafauder les stratégies et les projets obscènes qu'ils nous imposeront une fois passée la prochaine élection suprême. Car, bien sûr, la "famille politique" au pouvoir récolte rarement les honneurs de la cité tandis que l'opposition fait ses choux gras des erreurs des dirigeants : perpétuant par là le mythe du "votez pour nous, on fera mieux". Et ainsi de suite, retour à la case départ.

Mais ne nous y trompons pas : les partis de droite et de gauche n'ont pour fonction que de faire perdurer un système capitaliste inégalitaire et bestial. Malgré quelques petits désaccords de façade, ils sont liés par une ambition commune : servir le monstre dont seule la masse des opprimés pourra couper les sept têtes.

Rosa de Caen

## > Soirée de meeting du PS à La Rochelle

Royal avait été remplacée par Lang. J'avais prévu de faire une intervention pour interrompre le discours de l'orateur principal. J'ai donc attendu que Lang se lance sur le programme de Royal sur la démocratie participative et l'assise citoyenne de son programme favorisant la liberté d'expression de la base et sur l'importance des valeurs d'égalité, pour prendre la parole sur l'adoption du programme de Martin Hirsch le RSA et les expérimentations menées sur de populations précaires violentant le consentement des personnes. J'ai réussi à interrompre le discours de Lang mais il a refusé de me laisser m'exprimer et m'a fait jeter hors de la salle par ses gros bras. A ce moment des personnes (une dizaine dont cinq jeunes du PS) sont sorties pour marquer leur opposition et m'ont demandé de l'info sur ce sujet. Deux personnes précaires étaient particulièrement révoltées par ces méthodes. Il me semble que cette attitude du PS ne laisse planer aucun doute sur le genre de pratique que ce parti est prêt à employer pour dissimuler que son programme sur les populations précaires est un programme d'apartheid légal qu'il partage d'ailleurs avec tous les autres partis se présentant au grand cirque électoral.

La racoleuse

## CONTRE LE FASCISME :

# Quelle stratégie ?

A chaque élection, la présence de l'extrême-droite (avec cette fois-ci trois candidats) est à l'origine de comportements stéréotypés : front républicain avec appel unitaire aux urnes pour les uns, manifestations frontales pour les autres (les deux comportements n'étant d'ailleurs pas forcément exclusifs l'un de l'autre). Mais, dans tous les cas, le débat de fond, tout comme le débat stratégique, sont occultés, au prétexte d'une "urgence", qui, faute justement de ces débats, se renouvelle telle quelle depuis plus de vingt ans.

### NAISSANCE DUN SIGLE...

Le SCALP (Section Carrément Anti-Le Pen) est né en 1984 à Toulouse. Il fut principalement issu d'une double conjonction : d'une part la survivance d'une mouvance gauchiste-activiste et de l'autre la volonté du pouvoir miterrandien de favoriser la montée du Front National pour mettre un obstacle électoral dans les pattes de la droite. Ce 6 juin 1984, le chef du FN vient dans la ville rose. C'est la manif. Un groupe, organisé autour d'une banderole sur laquelle on peut lire "*Après la dispersion, la manif continue*", signé "SCALP", se place, dans la plus pure tradition des gauchistes des années 70, en queue du cortège réformiste. Le terme de "Section" avait été choisi en référence aux syndicats et partis qui appelaient à manifester contre l'extrême-droite. C'était un clin d'œil, car la tactique était classique, celle de débordement de ces organisations de gauche, qui se dispersaient place du Capitole, très loin du meeting de Le Pen. Il s'agissait d'entraîner la "base" à un affrontement bien préparé par une minorité. Et c'est ainsi qu'après une manif bien sage, la manif continua vers le stadium derrière la banderole du Scalp. Si, la semaine précédente, la salle de la piscine municipale dans laquelle il avait été prévu d'accueillir le chef du FN avait été complètement détruite par une explosion, le meeting, lui, n'avait pas été annulé pour autant. Et, contrairement à ce qu'on peut lire par exem-

ple dans l'encyclopédie du net (Wikipédia), le meeting de Le Pen se tint quand même, sous un chapiteau, sur l'île du Ramier, au Stadium. C'est sur le long et rectiligne pont Garagliano, qui relie le stadium à la rive droite de la Garonne, qu'allait naître la légende médiatique du Scalp. En préparation aux affrontements qui allaient suivre, des caisses de bouteilles explosives avaient été placées dans un hall d'immeuble de la cité Daste (quartier Empalot), rive droite, à la disposition de tous. Du coup, la rangée de CRS placée à l'entrée du pont, dût reculer en désordre sous la charge de manifestants aussi bien équipés. Et c'est sous une pluie de grenades, cocktails Molotovs et autres billes d'acier, lancées par des frondes, qu'allait se dérouler la soirée. Ce fût ce que les médias appelèrent, avec un brin d'exagération, "*la bataille du pont Garigliano*". Dans toute la France, on parlait du Scalp... et du FN, lequel, pour la première fois de son histoire, allait atteindre quelques jours plus tard le score de 11 pour cent à des élections nationales (pour les européennes). Quand au Scalp qui, au départ, n'était qu'un de ces nombreux sigles destinés à disparaître après un action, il allait connaître, comme Le Pen, une carrière inattendue par ses promoteurs.

### ...ET PERSISTANCE DUN FOLKLORE

En effet, en parallèle à la montée du FN, une mouvance antifasciste à tendance libertaire allait se construire sur les cendres des actions du

Scalp et des activistes toulousains ; mais cette mouvance allait avoir ceci de particulier qu'elle ne fera jamais de bilan de ces années là. Le caractère gauchiste et sa violence minoritaire, réglée comme du papier à musique, le discours péremptoire et velléitaire, ne furent absolument pas remis en question.

Bien au contraire, pendant près de 25 ans, sur ce thème il allait se vendre des T-shirts et des bières, des chansons et des badges,... en entretenant ainsi un espèce de mythe de "l'antifa-radical" (antifascisme radical) ; le tout aboutissant à un folklore viriliste. Un folklore auquel il ne manque ni le langage guerrier ni les tenues pittoresques.

Pourtant, quiconque a vécu de près ou de loin cette période ne peut que voir lui sauter aux yeux les différences avec les temps que nous vivons et comprendre combien ce folklore est inutile et dangereux. Nous sommes face à un pouvoir beaucoup plus répressif. En 1984, par exemple, malgré la violence des affrontements et des blessés graves, il n'y eut strictement aucune interpellation ni poursuite contre le Scalp ; seul l'attentat contre la salle des fêtes de la piscine municipale (qui l'avait rendue parfaitement inutilisable) donna lieu par la suite à une enquête et à quatre incarcérations.

Autre différence de taille, face à la pression permanente du pouvoir, à ses pratiques répressives, la population adopte maintenant, et de plus en plus souvent, une pratique spontanée de résistance populaire aux antipodes des pratiques gauchistes et des réactions de l'époque, bien mieux encadrées par les partis et syndicats.

Mais, comme sur ce folklore "antifa", certaines organisations de tendance libertaire allaient bâtir leur communication, voire leur

Service d'Ordre (!), jusqu'au début des années 2000, ceci compensa cela, et on fit allégrement l'impasse sur le bilan et la réflexion. Ce qui aboutit au paradoxe actuel, qui est que, à un moment où une part de la population se défend spontanément avec des méthodes proches des pratiques libertaires et anarchosyndicalistes, certains libertaires continuent encore à promouvoir des tactiques gauchistes qui, sur le fond comme sur la forme, sont totalement obsolètes.

Cette expérience d'instrumentalisation de la violence antifasciste, si elle avait été un tant soit peu réfléchie, aurait pu être bien utile. Un cas récent, celui de la manifestation toulousaine du 25 mars 2007 va nous permettre d'illustrer ce propos.

### LE PIEGE DU 25 MARS

Tout commence par un message sur un site Internet régulièrement fréquenté par les policiers des Renseignements généraux. Un individu qui signe "un faf, une balle" (tout un programme !) appelle avec un ton enflammé à manifester contre le FN. Significativement, il argumente son plaidoyer, non pas par une analyse actuelle du rapport de force, mais en se basant sur un événement vieux de 10 ans, que de plus il connaît mal. La Préfecture de police, qui ne se cache même pas qu'elle se sert de ce site comme d'une source de renseignements, annonce très clairement et par avance, dans La Dépêche du Midi<sup>1</sup>, en évoquant le message de notre "un faf, une balle", "...qu'elle mettra en place, un dispositif adapté". C'est dire que les places sont déjà réservées à la maison d'arrêt de Seysses. Les organisations qui appellent à manifester ne se donnent aucune peine pour déjouer le piège annoncé, elles vont faire exactement comme d'habitude, chacune avec ses spécificités. Les antifa se divisent, les uns fidèles à leur tactique gauchiste manifestent comme à leur habitude avec la gauche syndicale et réformiste qui réunit à grand peine 200 personnes. Les autres, plus autonomes, vont malheureusement servir de

gibier aux 200 policiers qui étaient placés là pour faire du chiffre.

Routine oblige, ni les uns ni les autres n'ont pris la peine de s'organiser unitairement pour réfléchir aux conditions de cette journée. On se contentera donc de passer à la télé et du folklore habituel. Le résultat parle de lui même : sur 200 manifestants présents place Arnaud Bernard il y aura une vingtaine d'interpellations (10 % des présents), et cinq personnes sont à ce jour encore en prison, c'est tout simplement du jamais vu à Toulouse après une manif anti-FN.

### SOLIDARITE ET CLARIFICATION

Divisés le 25 mars, les libertaires toulousains se sont retrouvés pour organiser la solidarité envers les manifestants incarcérés. Le 3 avril, à l'appel public de la CNT-Vignoles pour constituer un comité de soutien, il y avait de tout dans leur local : des EDQ et du Scalp, des militants anticarcéraux, des squatteurs et de la CGA, de la CNT- AIT et même un chien. Mais, mis à part un membre de la LCR aux casquettes multiples et variées, il n'y avait pas un syndicaliste et encore moins un représentant d'un parti de gauche. Très significativement, ni les partis de gauche ni les syndicats, n'ont bougé pour cette solidarité et cela malgré les appels du pied d'un responsable toulousain des Vignoles qui (espérons que ce ne soit que pour cela) pour encourager les réformistes à participer au comité de soutien, n'a pas hésité à en appeler dans la presse locale au "principes républicains"<sup>2</sup> (sic). La réalité nous oblige à remettre les montres à l'heure. Suivre les syndicats, pendant les mouvements de masse comme le fit la CNT-Vignoles pendant le CPE, se joindre à eux lors d'une manif anti-Le Pen, est une tactique qui est, nous le voyons encore ici, totalement infondée sur le fond et totalement inefficace dans la forme. Les "révolutionnaires" qui attendent du soutien qu'ils apportent aux réformistes un "retour" lorsqu'ils en ont besoin se mettent tragiquement le doigt dans l'œil<sup>3</sup>.

Jusqu'à quand donc va-t-on



continuer de qualifier de sectaires les compagnons, comme c'est le cas de ceux de la CNT AIT, qui ont simplement la clairvoyance de dénoncer avec virulence les pratiques des syndicats, comme par exemple l'absence totale de solidarité envers des prisonniers antifascistes ?

N'est-il pas temps de faire cesser la confusion entre le syndicalisme (même camouflé derrière le terme de "révolutionnaire") et l'anarchosyndicalisme ? Ces deux concepts n'ont rien à voir l'un avec l'autre. C'est peut être là l'occasion d'en débattre franchement et tous ensemble.

Paul

<sup>1</sup>: La Dépêche du Midi, 17 mars 07: "La préfecture se dit aujourd'hui en phase de recherche et renseignements (...) nous prendrons les mesures adaptées à la situation".

<sup>2</sup>: idem, 30 mars 07 "Bertrand Péron, adhérent de la CNT, fustige le principe antirépublicain qui consiste à condamner les adversaires du fascisme..."

<sup>3</sup>: Et croire que le vague communiqué que ces mêmes organisations peuvent éventuellement concéder si elles y ont un intérêt a une valeur quelconque, c'est s'enfoncer ce même doigt dans l'autre œil tout aussi à profondément.

# Cgt, Fo, Cfdt : Tous ensemble, tous ensemble contre les travailleurs sans-papiers

L'unité syndicale, la fameuse unité syndicale dont le mythe fait encore rêver bien des militants (les plus attardés tout de même), cette unité syndicale quasi-impossible à faire quand il s'agit de mener une lutte, cette unité qui, depuis cinquante ans, se délite et se fragmente à peine vient-elle d'être signée, cette unité vient de faire un bon de géant. Les trois principaux syndicats du pays viennent de prouver qu'ils sont parfaitement capables de se prêter main forte (au sens moral, bien sûr, mais encore plus au sens physique du terme). Cgt, Cfdt et Fo n'avaient qu'un objectif : mettre dehors, par la force, les travailleurs sans-papiers qui s'étaient réfugiés dans la Bourse du travail de Paris. Tout un symbole.

Depuis le 10 février 2007, les sans-papiers du "9<sup>ème</sup> Collectif" s'étaient réfugiés à la Bourse du travail de Paris, bâtiment situé en plein coeur de la ville, géré par les syndicats. Soucieux de ne pas nuire aux organisations dont ils partageaient ainsi les locaux, ils n'en ont jamais entravé le fonctionnement. Même pas ce 17 février dernier, quand les syndicats ont accueilli un meeting de soutien à un certain Sarkozy qui mène une campagne lepéniste (création du Ministère de l'identité nationale, rafles, stigmatisation des immigrés...), et qui a été, depuis 5 ans, un des principaux exécutants de la casse méthodique des acquis sociaux et de la répression anti-pauvre.

Le 6 avril, les gros bras de la Cgt, de la Cfdt et de Force ouvrière, tous ensemble, ont jeté violemment à la rue les sans-papiers, tout près de la place de la République où sont stationnés en permanence des camions de flics, ceux-là même qui font des rafles lors de la distribution de repas par les restos du Coeur. Non contents de cette expulsion, les valeureux militants syndicalistes ont séquestré tout le matériel des sans-papiers, qu'il se soit agi de matériel individuel (les vêtements) ou collectif (ordinateur, livres,...). Ce n'est que trois jours après que les syndicats ont daigné "rendre" (et le mot "rende" évoque plus ici le mot "vomir" que "restituer") ce qu'ils avaient ainsi volé : ils ont tout jeté à la rue. Et, craignant sans doute de salir leur belle peau si blanche et si délicate en touchant

des affaires utilisées par des sans-papiers, ils avaient mis, en signe de mépris supplémentaire, des gants de caoutchouc.

## Faut-il s'en étonner ?

Il y a deux ou trois décennies, quand le Parti communiste était encore puissant, il ne craignait pas de faire campagne aux cris nationalistes de " *Produisons français*", et il hésitait encore moins à envoyer des bulldozers pour qu'ils rasant un "foyer d'immigrés" abritant des travailleurs en situation tout à fait régulière. Ce fut le cas à Evry, où les bulldozers communistes ensevelirent sous les décombres le peu d'affaires des travailleurs qui logeaient dans un foyer pourtant officiel. Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres. Tout à fait récemment, pendant les manifestations anti-CPE, on se souvient que la répression des "forces de l'ordre" a largement bénéficié de la complicité des services d'ordres syndicaux, notamment celui de la CGT. Comme certains d'entre nous ont pu le voir et comme de très nombreux témoignages en attestent, les gros bras des syndicats, CGT en tête, se sont livrés à de véritables ratonnades, à une chasse au facies (et notamment à Paris, place de la République le 18 mars, ou les syndi-

calistes ont frappé à coup de matraque télescopique et de gourdin tous les jeunes garçons noirs qu'ils ont pu coincer.

Ce qui s'est passé à la Bourse du travail de Paris a donc des antécédents anciens et profonds. Il ne faut pas l'oublier. Ce n'est pas du au hasard, ce n'est pas une crise de folie passagère de quelques bureaucrates. C'est une position politique mûrement réfléchie. C'est que la "gauche" et les syndicats institutionnels, ont choisi, depuis longtemps, leur camp : celui du capitalisme et de l'État. Leur double discours ne cache la réalité qu'aux naïfs (et, le plus souvent aux faux naïfs). Ils négocient la défense de quelques catégories sociales qui ont encore des privilèges (comme les salariés de l'aéronautique, les correcteurs, les enseignants,...) et celles qui n'arrêtent pas de les augmenter

(comme les flics, les politiciens,...) en laissant le patronat et l'État massacrer les autres catégories (dont les sans-papiers bien sûr, mais aussi tous les salariés pauvres (ceux qui ramment dans le bâtiment, les services, l'agriculture, les travaux publics, ...), les jeunes, les Sdf, ...).

## Que faire ?

La première chose à faire, c'est de crever le pouvoir de ces organisations malfaisantes. Que tous ceux qui ont un peu de conscience, que tous ceux qui ne se satisfont pas de la défense de leurs seuls privilèges, que tous ceux qui ont adhéré "en y croyant" et qui y restent par inertie, déchirent leur carte, ne leur donne plus ni un centime ni une voix. Et un premier grand pas aura été fait.

Francis





**Sous le titre "Un cas d'esclavage à Lauzerte ?", La Dépêche du Midi du Tarn-et-Garonne du 13 mars 07 rendait compte de ce qui suit : "L'affaire dite d'esclavage pour l'heure en est au stade de l'enquête (...). Il y a deux semaines, des gens du CNT-AIT 82 (syndicat anarchiste des travailleurs) (...) sont venus chercher celle-ci [la victime] pour l'extraire de son logement insalubre et la mettre à l'abri (...)"**

## Sortir du cauchemar

Cet homme est venu frapper à notre porte, celle de l'Espace-Co de Lauzerte, afin d'échanger des vieilles cassettes audio contre un peu de nourriture. Nous l'avions déjà croisé dans les rues, vêtu de hardes, longeant les murs, le regard fuyant, enfermé dans un mutisme qui l'empêchait même de répondre à nos simples "Bonjour". Saisissant l'occasion qui nous était ainsi offerte, nous avons entamé la discussion avec lui. Et là, une fois mis en confiance, les faits sont tombés comme autant de coups de poignard, à chacun des mots qu'il prononçait. Ce n'étaient pas des phrases, juste des mots, les uns après les autres, remontant du plus profond de lui-même.

Roué de coups, affamé, il travaille depuis plus de vingt ans, dix heures par jour, samedi compris, comme maçon dans une entreprise artisanale, sans véritable salaire. Son patron, ne lui apporte à manger qu'une fois par semaine, dans un taudis sans nom dont il est propriétaire. Propriétaire, ce patron

l'est d'ailleurs d'au moins une dizaine d'autres habitations, et celles là (promises à la vente ou à la location), de fort bon rapport.

Avec, dans les yeux de notre nouvel ami, la crainte de voir ses paroles répétées à son asservisseur, la peur d'une autre bastonnade à coup de manche de pelle comme la dernière fois, ou peut être pire, d'un coup de fusil. Nous (un groupe de militants de la CNT-AIT présents se soir là à l'Espace-Co) étions aussi émus que lui. Son témoignage, sorti des tripes, son visage, marqué de diverses contusions, la précision des descriptions des sévices ne pouvaient laisser planer le doute quant à la véracité de ses propos.

Nous avons subodoré que cet homme était sous tutelle, ce qu'il n'osait pas dire. Notre intuition se vérifiera progressivement et nous finirons par apprendre que, comble de perversité administrative, son tuteur n'était autre que son esclavagiste !

Quoiqu'il en soit, nous avons décidé d'agir, et au plus vite, pour

extraire cet homme de son enfer, je pèse mes mots, quotidien.

Après avoir pris les quelques jours indispensables à la préparation de la chose, nous avons organisé son départ, par un beau matin.

Notre petit noyau de militants de la CNT-AIT s'est rendu sur les lieux, dont la description qui suit ne pourra rendre qu'imparfaitement l'état de désolation et de misère qui y régnait.

Au rez-de-chaussée, une pièce aux murs noirs de fumée avec pour unique meuble, une table et le seul point d'eau de l'habitat, un simple robinet. A côté, une pièce emplies de produits chimiques entreposés là par le tyran. Un escalier sordide, un trou béant dans le mur et, à l'étage, une chambre : un "lit", une vieille armoire de guingois contenant quelques habits informes, un poste à cassette hors d'âge et détraqué. A côté, la pièce faisant office de "cuisine", avec une vieille gazinière dont un seul feu fonctionnait encore, quelques rares aliments -quignons de pains, morceaux de sucre- soigneusement rassemblés dans un cageot qui, faute de table, était à même le sol, avec quelques plats et des couverts. Aucun chauffage à l'étage, un poêle à bois au rez-de-chaussée.

En parallèle de notre action, le CCEM (Comité contre l'esclavage moderne), que nous avons saisi, entamait les démarches juridiques avec beaucoup de conviction.

Le lendemain, quand il est venu chercher notre ami pour l'amener sur le chantier, l'esclavagiste s'est rendu compte de sa disparition. Toujours sûr de l'infaillibilité de son système diabolique, ce tyran ne s'est pas démonté et est allé porté plainte à la gendarmerie pour... enlèvement. Cela nous aurait fait rire, si cela n'avait pas été la marque de la plus grossière inhumanité.

Nous revoyons régulièrement à présent notre ami, il a trouvé le sourire, sa dignité, et l'éclat brillant dans les yeux est celui de ceux qui sont sur le chemin de la liberté.

Alice

## MAISONS DE RETRAITE

**Brisons le silence !**

La maltraitance des personnes âgées dans les maisons de retraite, c'est un sujet qui commence -enfin- à faire la une des journaux.

Mais il y a du travail ! Voici quelques exemples que nous avons récemment relevés dans des maisons de retraite de la région : toilettes dès 5 h 30 du matin, lever obligatoire dès 6 heures été comme hiver (qu'on se rappelle que les résidents ont souvent plus de 80 ans, et on appréciera le supplice qu'on leur inflige ainsi), coucher obligatoire plus tôt que les poules à 18 heures (au moment où ils pourraient avoir un peu de vie sociale avec l'extérieur), blettes servies à presque tous les repas pendant près d'une semaine, soupe douteuse, goûters supprimés "pour ne pas faire des miettes" ... On n'en finirait pas.

Avec près de 700 000 résidents, le secteur des maisons de retraite est un en passe de devenir dans ce pays un des plus juteux qui soit, car la machine à engraisser les actionnaires et les équipes de direction est facile à faire fonctionner : d'un côté on fait cracher au bassinet des familles qui de toutes façons n'ont pas le choix (leurs conditions de vie et de logement les empêchent de garder leurs parents chez eux), de l'autre on réduit le personnel utile (pas celui de la direction) et on le presse au maximum et, cerise sur le gâteau, on restreint la qualité des "consommables" (bavettes, couches,...). Tout cela assure une excellente rentabilité.

Cette situation est devenue intolérable à des personnels qui ont à cœur d'exercer leur mission au service des personnes âgées et pas au service de la machine à gagner du pognon. Malgré les harcèlements, les menaces, les licenciements, un groupe salariés des maisons de retraite de la région toulousaine est en cours de constitution. Comprenant que les conditions de vie des résidents découlent directement de leurs conditions de travail, ils réclament un renforcement des équipes (ne serait-ce que pour ne plus être obligés de faire le ménage en vitesse sans pouvoir parler aux résidents), la fin des primes à la tête du client (et le treizième mois pour tous), la fin des discriminations (pour les formations,...), la réintégration des salariés licenciés. La liste sera longue, car il y a du retard à rattrapper. Le combat ne fait que commencer. Gageons qu'il mobilisera aussi les familles.

Yvette

**Mercadona : un an déjà**

Le 23 mars 2006, la CNT-AIT espagnole lançait la grève au Centre de logistique de la chaîne de supermarchés Mercadona, à San Sadurn d'Anoia (Catalogne). La lutte avait commencé quelques temps avant par des revendications contre les conditions de travail, le non-paiement du modeste temps de pause (30 minutes), la violation de la liberté syndicale et le harcèlement de plus en plus pressant par des cadres de Mercadona, le tout ayant abouti au licenciement de plusieurs compagnons. Plus d'un an après les travailleurs du centre de logistique, essentiellement des "immigrés" (souvent "importés" d'Amérique du sud en application de conventions) n'ont pas cédé. Chaque semaine, malgré la pression de la police et l'emploi de jaunes, est marquée par un jour de grève. Des dizaines d'actions de solidarité ont eu lieu devant des Mercadona en Espagne, mais aussi en France (gares routières desservant l'Espagne, consultas, etc.). Partout l'action doit continuer.

J-C

**NUCLEAIRE : MANIF ANTI EPR A RENNES**

Le 17 mars 2007, les syndicats CNT-AIT de Rennes et de Caen ont décidé d'implanter une table de presse, plutôt que de faire ploum-ploum tralala à cette manifestive bobo et écolo. La veille, avec les compagnons, a eu lieu un repérage concernant notre emplacement cénétiste.

Le jour J à l'heure H nous voilà débarquant avec tout notre matos, et horreur : le parvis de la gare ressemble à une mini-fête de l'Huma. Merci les Verts et la gôche-poubelle.

On réussit tout de même à s'installer entre un étal de galettes-saucisses dont les fumées tchernobi-

liennes s'arrêtent presque à la frontière de l'AIT, et d'un débit de boisson étiqueté bio. Voilà pour le décor. Lorsque la manif démarre, une sono montée sur le plateau d'un camion Volvo (très polluant) suit le troupeau bobo-gôcho au son de Floyd.

Au nombre, les manifestants - 9 000 selon les bleus marines et 40 000 selon les organisateurs - font de cet événement un succès. Dans ce beau monde cohabitait des bobos, des militants de tous poils, des écolos suivis par un petit cortège "libertaire" (?) : AL, Vignoles, FA placés juste derrière les Verts et les sans-grades (début promotionnel

?).

Notre décision de ne pas bêler avec les autres et de tenir une table de presse est une réussite, car 100 à 150 personnes sont venues discuter et acheter notre CS toulousain ainsi que de nombreuses brochures. Le tract régional sur l'abstention a été très bien perçu.

En plus de cet événement ce fut l'occasion de passer une bonne après-midi avec nos compagnons de Caen, Vannes et St-Nazaire. Le soir une réunion constructive suivie d'un repas chez un couple de militant a conclu dans la bonne humeur ce samedi 17 mars.

Le SIC CNT-AIT 35



# Enfants aux portes du pénitencier

**L**e 24 mars 2007, nous étions une centaine à protester à Lavour contre l'ouverture prochaine d'un "Etablissement Pénitentiaire pour Mineurs" (EPM). Qu'a-t-il pu se passer dans la tête des élus de cette petite ville de province, pour avoir cette idée saugrenue ? Car, " construire une prison pour enrayer la délinquance, c'est comme construire un cimetière pour arrêter une épidémie ", mais l'État a trouvé un lieu discret pour une ignominie qu'il n'aurait pu commettre à Toulouse.

Trois établissements EPM ont vu le jour sur le territoire, outre celui de Lavour, un à Mont-de-Marsan, un à Lyon...7 sont prévus en tout sur le territoire. Pour certains, c'est une affaire juteuse sur le dos des enfants, qui s'apparente à un hold-up aggravé sur mineurs par personne ayant autorité. Il y avait urgence, électorale, bien sûr, pour acheter aux électeurs la paix sociale, en langage politique traduisez: sécurité.

La sécurité, on en met à toutes les sauces, et croyez-le, à Lavour en haut lieu on est fier de cette taule qui crée 120 emplois : sécurité de l'emploi.

77 emplois de surveillants : matons ; on est tout de suite renseigné sur le genre de travail et aussi sur le genre de " liberté ". Le tout, doit rester discret, très discret. Ainsi, si l'établissement n'a que 60 cellules, vu que la détention moyenne ne sera, en principe nous dit-on, que d'un à deux mois, ce seront environ 720 petits enfants qui passeront chaque année à la case prison de Lavour, soit environ 5 000 sur tout le territoire !

Les mineurs représentent-ils un réel danger pour notre sécurité au point de les enfermer ? Un jeune Vauréen (habitant de Lavour) affirmait : " On ne va tout de même pas laisser ces jeunes traîner dans les rues ! .Quand on sait que nos soi-disant représentants du peuple, qui se prennent pour le peuple, ont voté des lois qui ont créé le délit de rassemblement dans le hall d'un immeuble et qui ont abaissé l'âge de la minorité pénale à 10 ans (Loi Perben 2002), nous comprenons qu'il y a une volonté manifeste d'embastiller les enfants, non pas pour " traiter la délinquance " et

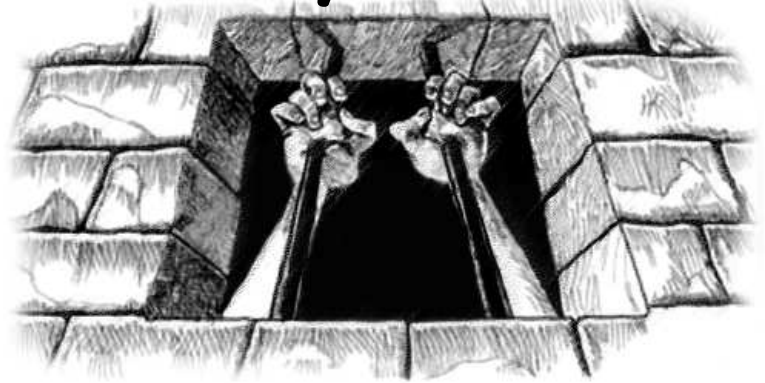
encore moins pour les éduquer, mais pour éviter les troubles sociaux provoqués par la misère et les inégalités. En définitive, ce ne sont pas les enfants mais les élus qui représentent un danger !

Car le problème est bien là, que va-t-on faire de ces enfants ?

Et la réponse est claire : rien, rien d'autre que les enfermer. Car, contrairement à ce que prétend le pouvoir, ce n'est pas un séjour dans un EMP qui va permettre d'éduquer un adolescent. Même si, pour donner une apparence de réalité à ce prétexte, une dizaine d'enseignants, un psychologue et 39 éducateurs viennent seconder les 77 surveillants. C'est de la poudre aux yeux. On n'éduque pas derrière des barreaux : ce type d'établissement n'a qu'une fonction " mater " des gamins pour cacher les vrais problèmes.

La situation des prisons françaises est catastrophique. Les politiciens le savent, mais dans leur haine du pauvre, ils prennent un plaisir malsain à laisser pourrir la situation. Les instances européennes peuvent bien épingler la France en matière de droits humains dans les prisons, à l'intérieur des murs rien ne change. La France est toujours la dernière de la classe et l'administration pénitentiaire détient le bonnet d'âne. Aujourd'hui on meurt dans les prisons faute de soins, car la prison ce n'est pas ce qu'en disent ceux qui ne l'ont vue ni de près ni de loin et qui en ont cette image caricaturale du détenu logé et nourri qui s'abrutit devant sa télé. La prison ne se résume pas à la privation de liberté ; c'est un système avec sa hiérarchie, comme à l'extérieur, où le fort impose sa loi au faible, où le prisonnier subit la loi de l'administration pénitentiaire.

L'isolement est à la base des sévices quotidiens subis par les détenus et consiste d'abord à les



isoler de leurs attaches familiales et sociales, isoler un enfant de tous ses liens sociaux ne peuvent jamais contribuer à son éducation. Isoler, c'est le maître mot. C'est "pour la bonne cause" toujours "la bonne cause" : la sécurité. En son nom l'administration se donne le droit de lire et éventuellement d'empêcher le courrier de parvenir aux détenus. Elle décide d'autoriser ou non les visites. Elle peut également au sein de la prison, isoler un prisonnier des autres, l'empêcher de parler à quiconque. Cet isolement conduit à la destruction psychologique de l'individu dans des quartiers spéciaux dits quartiers d'isolement, véritables prisons dans la prison avec les seules lois de l'administration pénitentiaire (AP). Ces raisons font de la prison un endroit où les taux de suicides sont bien plus importants que dans la population générale, un endroit inhumain qui fait souffrir en premier les familles. Les suicides frappent les jeunes peu préparés à ces situations de maltraitance institutionnelle et si vous avez le malheur d'être la mère ou le père de cet enfant, l'AP ne vous donnera pas d'explication, en prison on meurt faute de soins, car la dépression ne s'y soigne pas. Les familles, souvent découragées par les tracasseries finissent parfois par couper les relations avec les détenus ce qui les isole encore plus. Les couples ne peuvent avoir de relations sexuelles (comme cela se fait dans des pays plus évolués) alors souvent les couples se séparent...

C'est tout ça, la prison.

A Lavour, ce 24 mars, à la case prison il n'y avait pas encore de maton mais un gros bloc de béton et la pluie s'était invitée comme à un grand jour de tristesse pour les enfants.

B. Atol

### Chronique de l'enfermement psychiatrique

La Farine est morte cette nuit. Seul au monde, loin des siens, loin de nous qui l'avons rejeté parce qu'il n'arrêtait pas de geindre, surtout parce qu'il avait une sale gueule. Il était laid, d'une laideur qui n'inspire pas la confiance.

La dernière parole que j'ai eue pour lui a été de lui refuser une cigarette. Cela ne l'a pas tué mais j'ai l'impression d'avoir participé à la curée.

Maintenant nous n'avons plus de bouc émissaire pour gérer la paranoïa du groupe, notre groupe ! En effet il venait d'un autre pavillon, où il était heureux... Heureux comme on peut l'être quand on a 20 euros d'argent de poche par semaine pour payer son tabac et continuer un peu. C'était plus une vieille connaissance qu'un ami, pourtant nous avons baisé les mêmes boudins, failli foutre le feu à un bois lors d'un barbecue, bu au même goulot, surfé sur la même merde.

Il voulait des médicaments, des pilules, de ces pilules qui vous font voir la vie en rose alors qu'elle est

# Jef,

noire. La veille de sa mort il n'a pas eu droit à ce que l'on donne au taulard quand tout va mal : "la viole". J'ai également entendu les infirmières dire lors de la dernière distribution de cachou : "Jean-françois n'a plus de traitement..."

La psychiatrie rejette et ignore tout sur la substitution, ça fait jouir, ça fait planer, ça rend la vie plus joyeuse. Alors on oublie l'appartement cradingue, la solitude, la misère affective et matérielle, l'absence d'avenir, le bout du tunnel que l'on ne voit pas, auquel on ne croit plus.

Jef s'est pendu cette nuit entre deux rondes des infirmiers. Il est mort et les autres ont écrit une lettre d'hommage. On ne m'a pas demandé de la signer... de toute façon j'aurais refusé de participer à cette mascarade post mortem car elle se terminait par un "amen" de merde.

A la tienne Jef, je penserai à toi à la prochaine bière, prochaine défonce que je prendrai.

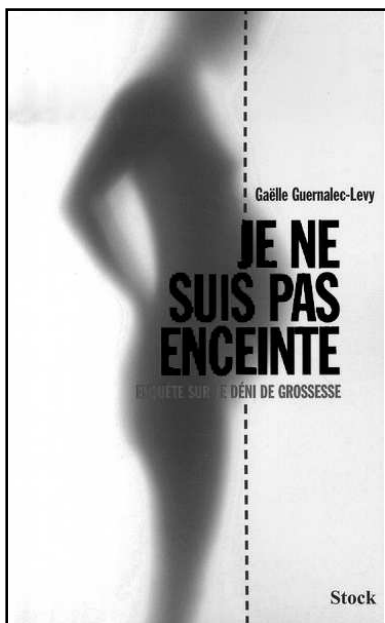
Manu

### Lettre ouverte à Gaëlle que je ne connais pas

"Je viens de terminer le lecture de votre ouvrage *"Je ne suis pas enceinte"* et je tiens à vous remercier. Ceci parce que ayant été moi même victime d'un déni de grossesse je ne me considère plus, grâce à vous, comme une extraterrestre ou comme "un peu folle". Ce qui m'a le plus marquée, dans l'enquête que vous avez menée, ce sont ces mêmes expressions qui reviennent comme une litanie *"Je ne me pensais pas enceinte"*... et pourtant toutes ces femmes ne se sont pas concertées pour convenir d'un scénario commun et ainsi se préparer à une quelconque défense face à la justice. J'ai l'espoir que ce travail fera avancer le débat et amènera à une meilleur prévention et connaissance de ce mal. Car mal il y a, et quelle souffrance insondable quand la mort d'un bébé en est le tragique épilogue ! Alors votre livre m'a émue et appris, et je ne peux que le conseiller."

Une lectrice

*"Je ne suis pas enceinte, enquête sur le déni de grossesse"*, Gaëlle Guernalec-Lévy, chez Stock, mars 2007. Voir également sur ce sujet *Le Combat syndicaliste* n°86 (été 2004) et le site de l'Association pour la reconnaissance du déni de grossesse.



### Un mercredi après-midi à la Zone Verte des Argoulets

Nous sommes en vacances scolaires, il fait beau, les enfants sortent du centre de loisirs et nous nous promenons au milieu des terrains et des jardins. On dirait que tous les amoureux du foot se sont donnés rendez-vous et jouent. Mais cette ambiance bon-enfant est interrompue quand nous nous retrouvons face à des agents de la police municipale qui bloquent le passage et semblent surveiller un groupe de jeunes. Nous nous arrêtons demander aux footballeurs assis par terre ce qu'il se passe. Là, surprise, ahurissement, on nous apprend que la police a été appelée par des gardiens du stade: les jeunes n'auraient pas le droit de jouer sur "ce" terrain.

Aussi, la police, talkies walkies en main, les obligent

à rester en vue en attendant les ordres, les contrôles d'identité ayant déjà été faits.

Nous ne savons pas la conclusion de l'affaire mais il semble tout de même inquiétant que des individus fassent appel aux forces de l'ordre quand des jeunes jouent sur un terrain de foot.

Quelle liberté ont nos enfants? Le simple fait de jouer est-il maintenant considéré comme dangereux pour la société ? A l'heure où l'on donne de l'eau et du pain à des enfants à la cantine pour un retard de paiement, la police, elle, n'hésite pas à parquer des jeunes et des enfants pour un fait aussi naturel et anodin qu'une partie de foot un mercredi après-midi.

Deux Mamans.

# De la rotation des tâches :

La rotation des tâches peut se présenter comme l'accomplissement par un même individu de plusieurs activités socialement utiles au cours de sa vie. Celles-ci peuvent bien sûr être de natures diverses et variées. La rotation sous-entend que les activités laissées vacantes à un moment soient remplies par d'autres individus qui eux-mêmes en ont exercées d'autres préalablement, et ainsi de suite. Ainsi une même fonction sera effectuée par des individus différents au cours du temps. La rotation des tâches peut s'appliquer à un groupe particulier, mais aussi à un ensemble social plus vaste.

La rotation des tâches est sujette à débat, surtout en ce qui concerne ses applications pratiques, au sein même du mouvement libertaire. Raison de plus pour aborder la question, susciter des réactions et des prises de positions.

La rotation des tâches est un type de fonctionnement à notre sens avantageux à plusieurs égards, d'abord d'un point de vue social, ensuite à titre individuel. D'un point de vue social elle permet dans un premier temps une certaine égalité et justice des individus devant la pénibilité des activités nécessaires à la vie de l'organisme social. Bien sûr, dans une société libertaire, un grand nombre de tâches existant actuellement sont appelées à disparaître purement et simplement (productions inutiles : armes, gadgets, ...). De plus, on peut penser que, dans une telle société, les individus prendront du plaisir à accomplir des tâches qui étaient pénibles sous la contrainte. Les auteurs de cet article ne partagent pas ce dernier point de vue. Il n'en reste néanmoins que le débat est ouvert. Il nous apparaît évident que certaines activités (rémunérées ou pas, pour l'heure) sont plus pénibles physiquement et/ou psychologiquement et plus ou moins bien reconnues et valorisées, d'où une forte "hiérarchie sociale" des métiers. Certaines activités sont plus prestigieuses et gratifiantes que d'autres, tant lors de leurs réalisations que par la reconnaissance sociale qu'elles entraînent. C'est probablement pour lutter contre cette hiérarchisation mentale qu'on entend dire qu'il n'existe pas de "sots métiers" plus souvent à des ouvriers qu'à des

cadres, des médecins ou des avocats.

Bien entendu, l'idée même de "hiérarchie sociale" est étrangère à la pensée libertaire, elle n'en reste pas moins de mise actuellement, pour des raisons de disparité des salaires mais également de part son ancrage dans l'inconscient collectif. C'est tout ce système de valeurs et de représentations qu'il faut abattre.

La rotation des tâches est un outil pour résoudre ces disparités et pour abolir, à terme, le confinement des individus dans une classe hermétique. Elle fait éclater la notion de "hiérarchie sociale". D'autre part et principalement, elle permet de mieux répartir les tâches laborieuses et pénibles à travers les individus et le temps. Ainsi elle permet que ce ne soit pas toujours aux mêmes individus d'exercer les travaux pénibles ni ceux demandant le plus de temps ou d'investissement personnel. Elle permet à chacun de mieux prendre conscience des contraintes et des préoccupations propres à chaque type d'activités. Cette meilleure compréhension des préoccupations des autres génère un plus grand degré d'ouverture à autrui, une meilleure efficacité dans la réalisation des travaux, un respect plus profondément compris des différentes occupations.

La rotation donnant de fait un regard sur les autres tâches, tout individu est alors en mesure -mieux informé, par sa pratique même des tenants et aboutissants- de donner son point de vue et ses opinions sur les directions à prendre dans tel ou tel projet. A l'inverse, il faut souligner que le savoir-faire pour une

activité confère à son détenteur, s'il est le seul à le posséder, un certain pouvoir et parfois même un pouvoir certain : il devient indispensable au bon fonctionnement de l'organisme social et peut éventuellement, selon son bon ou son mauvais vouloir en entraver la marche. La rotation de tâche se présente ici comme permettant de faire face à ce type de dictature du savoir-faire. Il en résulte que la rotation des tâches peut se présenter comme une forme de "transversalité" des activités sociales, s'opposant de front à la hiérarchie précédemment citée. En plus des ces avantages sociaux, la rotation des tâches entraîne des avantages sur le plan de l'individu singulier. Le fait d'accomplir des activités variées et d'assimiler ainsi divers modes de raisonnements et d'expressions est constitutif d'un enrichissement personnel : les compétences acquises dans plusieurs domaines, parfois éloignés les uns des autres, multiplient les éclairages et permettent d'appréhender les réalités observées de façon moins stéréotypée, de développer l'appréhension de la complexité du monde qui nous entoure. Ainsi, la rotation des tâches participe au développement -matériel et intellectuel- de l'autonomie de l'individu, tout en renforçant ses liens de solidarité. Il devient dès lors infiniment plus humain et plus libre.

Si la rotation des tâches ainsi présentée vise à être une solution aux divers problèmes que nous avons exposés, il n'en reste pas moins que sa mise en place et son application pratique sont à discuter. Nous renvoyons le lecteur intéressé à un texte antérieur ("Rotation : oui, mais dans le bon sens") mais nous soulignerons simplement ici que la rotation des tâches ne suffit pas à elle seule à assurer un fonctionnement sain de l'organisme social, car il ne s'agit pas, par exemple, que certains soient exploités un jour, et exploiteur le lendemain ! De plus la mise en place de la rotation deman-

de un travail préalable, car on ne devient pas compétent du jour au lendemain, d'où nécessité d'un transfert et d'un partage des connaissances.

Par ailleurs, les tâches étant fort nombreuses et variées, elles peuvent se décliner en fonction des appétits, des intérêts et des désirs de chacun. Quant à la question des aptitudes, à l'affirmation qu'il y a des êtres plus ou moins doués, c'est un argument qui peut largement être réfuté, tout comme celui qui voudrait que ce soient les êtres les plus "doués" qui dirigent actuellement les choses. Pour se convaincre de l'inanité de ce dernier préjugé, l'observation au quotidien des crétiens (et crétiens) qui nous gouvernent (ou qui aspirent à nous gouverner) est suffisante à elle seule. Pour le premier point, il est prouvé que la part de l'inné dans un individu ne représente qu'une infime partie de ses potentialités, juste de quoi lui assurer sa singularité, le reste est acquis. Entendre par exemple que les garçons sont "plus forts en math" et les filles "en littérature" n'est qu'un témoignage du poids du conditionnement social qui nous asservi. L'incapacité d'un individu à exercer une action est le plus souvent un manque de formation au bon moment, un refus inconscient de sa part, un acte manqué, certainement aussi la marque d'une forte inhibition psychique et sociale.

Face à une société malade, sur-spécialisée, technocrate, divisée et divisante, volontairement incompréhensible et sourde aux aspirations de la majorité, la rotation des tâches n'est peut être pas la panacée mais nous l'entrevoions comme un remède possible avec d'autres, dans la voie qui mène à la révolution sociale avec des individus libres et solidaires.

Des sympathisants de la CNT-AIT



# TRAVAILLER PLUS

Voici un dilemme qui risque de faire autant d'heureux que de mécontents. Et l'on peut inverser la formule, quoi qu'il arrive ; c'est selon les points de vue ! Faut-il travailler plus ? Faut-il travailler moins ? Ou alors, formulons les questions autrement : les patrons devraient-ils nous faire travailler plus ? Ou moins ? De ce point de vue, on peut comprendre que ces questions sont évidemment insatisfaisantes. Pourquoi serait-ce aux patrons, aux petits chefs et autres larbins du capitalisme de décider du temps que nous passerons à bosser et à paresser ? Devrions-nous d'ailleurs décider de travailler ?

Cela remonte à la fin janvier, une certaine Laurence Parisot, que tout le monde connaît (ou presque, pour ceux qui ne suivent pas l'actualité), plus connue pour ses fonctions de Présidente du Medef, proposait aux candidats à l'élection présidentielle d'abroger la loi sur les trente-cinq heures - qui avait déjà été fabriquée aux bénéfices du patronat, soit dit en passant - et de les remplacer par le "plafond européen", c'est-à-dire par les quarante-huit heures !

Quarante-huit heures de travail par semaine, ce qui fait, sur cinq jours, un peu plus de neuf heures et demie de travail par jour. Ou six journées complètes de huit heures ! Au total, dans le deuxième cas, cela ne fait qu'une journée pour récupérer la fatigue d'une semaine de travail. A ce rythme, autant supprimer la journée chômée et les congés payés !

Ces trente-cinq heures - et bientôt ces quarante-huit heures ! - sont un véritable phénomène sociétal. Sociétal et non social ! En vérité, cette polémique du temps de travail est presque aussi vieille que l'apparition du mouvement social et syndical : travailler moins est considéré comme un dû lorsque l'on donne les trois quarts de sa vie à son patron. Cela a notamment commencé avec la revendication des journées de travail à huit heures !

Cependant, certains malades du travail affirmeront vouloir travailler davantage pour gagner plus pendant que d'autres voudront travailler moins pour... dépenser plus ! La réduction du temps de travail pose cette question, en vrai, celle du temps libre, des loisirs.

Visiblement, les patrons ne sont pas décidés à nous voir nous adonner à l'oisiveté. Pourtant, elle leur permet également de se faire du fric sur notre dos. Il faut bien admettre que la généralisation des RTT (réduction du temps de travail) avec l'arrivée des trente-cinq heures a relancé légèrement l'économie du tourisme et des loisirs. Un "légèrement" non négligeable en soi car de nouvelles activités, de nouveaux produits... de loisirs sont apparus. A ce propos, cette dichotomisation du travail avec les loisirs accentue cet aspect asservissant de l'activité laborieuse. Les loisirs sont considérés, concrètement, comme une liberté accordée par le patron, par l'État. Ils ne sont pas, en soi, appropriés, ils sont concédés, comme de menus avantages en nature, comme un excédent de générosité de ceux pour lesquels on loue notre force de travail.

## AVONS-NOUS BESOIN DE TRAVAILLER ?

Les trente-cinq heures, un phénomène sociétal ? Parce que la question est, justement, bien qu'à moitié posée, qu'on a commencé à prendre en considération le fait que la vie n'est pas uniquement faite pour le travail et que le travail usait plus vite les hommes et les femmes, les jeunes autant que les vieux. Baisser le temps de travail permettrait à certains patrons de rentabiliser leurs producteurs, dans le sens où réduire la quantité horaire pouvait réduire, pensaient-ils, la fatigue. Sauf que dans la réalité, les patrons, les petits chefs et compagnie espéraient qu'avec près de quatre heures en moins de travail, les producteurs fabriqueraient

# OU TRAVAILLER MOINS ?

autant. Ce qui, finalement, revenait au même, voire pire puisqu'il fallait faire davantage d'efforts pour maintenir la productivité.

On pourrait reprocher à nos dirigeants, ceux qui ont décidé de mettre en place cette loi des trente-cinq heures, d'avoir fait dans la demi-mesure. Pourquoi pas trente heures ? Vingt-quatre heures ? Vingt heures de travail ? Dix heures ?

Avons-nous besoin de travailler autant ?... Avons-nous véritablement besoin de travailler ? Et de quelle manière devrions-nous "travailler" au final ?

Le travail, la société capitaliste en a besoin. Elle en a besoin parce qu'il existe une portion de l'humanité qui joue avec la santé, la vie d'une autre portion de cette humanité pour son propre bénéfice, pour son propre luxe, pour son seul intérêt. Cette deuxième portion de l'humanité est, quant à elle, déposée des produits et des bénéfices qu'elle crée, tout en sachant que, par exemple, certaines activités qu'exercent ces exploités n'ont aucune utilité pour le bien-être, le mieux-être global de la société et encore moins d'eux-mêmes ! On peut résumer cela par ces formules : la production pour la production, le luxe de produire du superflu.

Est-il vraiment nécessaire de travailler pour vivre ? Si peu en vérité. Encore, s'agirait-il vraiment de travailler que de subvenir à ses propres besoins en fabriquant le nécessaire à sa propre vie, sans pour autant verser dans l'ascétisme le plus démesuré ? Actuellement, nous sommes dans une société de survie, parce que les hommes et les femmes, quelque soit leur âge, vivent pour produire au lieu de produire pour vivre. Cela serait même une avancée si l'on dépassait ce deuxième postulat.

Le cadre du capitalisme ne permet pas pareille réflexion. Il devient indispensable de penser autrement le monde, de le façonner d'une manière (plus) humaine, donc de

reformuler le travail, la façon de travailler.

Sans verser dans l'utilitarisme, notons que les activités de l'homme sont loin d'être toutes saines et qu'il est possible, sans grosses pertes pour le bien-être de chacun, de supprimer la plupart d'entre elles. Il n'est pas nécessaire de se creuser la tête pour trouver des exemples. Réfléchissez notamment aux activités polluantes et dangereuses pour la nature, donc pour l'homme : l'industrie pétrolière, l'industrie énergétique, l'industrie automobile, etc. Cela nous amène à considérer les moyens pour substituer l'électricité nucléaire, les moyens de locomotion polluants, les emballages plastiques, certains produits de consommation courante produits à base de pétrole...

Hormis ces considérations écologiques, revenons aux considérations "vitales". A quelles activités devraient donc s'adonner les hommes ? La réponse pourrait être considérée comme simpliste. Or, j'y préfère l'adjectif "simple". En vérité, l'être humain ne devrait s'occuper que des activités qui lui sont plaisantes et qui permettent son épanouissement. Cultiver son jardin, fabriquer ses vêtements, construire son logement, produire des oeuvres d'art, travailler la mécanique, élever ses enfants, prendre soin de la nature, des animaux, voyager, s'adonner aux plaisirs de la chair, etc., etc.

Les possibilités sont nombreuses et il en manque. En se libérant de la tutelle des patrons, des chefs, des flics - des oppresseurs, pour résumer... - l'homme retrouvera les

moyens de s'épanouir et de transformer son existence en vie, au lieu de la pénible survie qui lui est autorisée. Ce n'est pas en espérant le plein emploi que l'homme s'émancipera, mais en faisant de ses activités un emploi intelligent, qu'elles soient aussi naturelles qu'épanouissantes pour sa personne. Car n'est utile que ce qui permet à chacun de s'ouvrir au monde, à la vie, à la liberté, et non pas ce qui lui permet seulement d'assouvir ses besoins les plus élémentaires. La vie, c'est la jouissance du corps et de l'esprit !

Ce n'est pas en engraisant les plus riches non plus, ni en alimentant l'État, sa machine castratrice, que les humains parviendront à s'émanciper. A bien y réfléchir, l'évidence saute aux yeux. Le capitalisme ou tout autre système d'exploitation de l'homme par l'homme ne pourrait pas réaliser ce nouveau mode de vie. Au centre de la société capitaliste, ce n'est pas l'homme qui est placé. C'est l'argent, le pouvoir. En se plaçant, en se pensant comme sujet, au lieu de s'attacher à des valeurs artificielles, l'homme parviendra déjà à une micro-révolution. Ainsi changer le travail, le substituer, signifierait changer nos vies. Et changer nos vies passe par le dépassement de l'ordre actuel des choses !

Goldfax - CNT-AIT de Rouen



Viennent de paraître dans la collection "Les cahiers de l'anarchosyndicalisme" :

"Autonomie populaire et désobéissance civile : les autoréductions en Italie." (réédition - n°38).

"Le syndicalisme par Lénine et les bolchéviks : l'impasse de la Charte d'Amiens." (n°45).

Chaque brochure 2 euros (port compris). Chèques à l'ordre de CNT-AIT. Adressez les commandes à : CNT-AIT, BP 2010, 14089 CAEN CEDEX 6

CNT

AIT

## Pour un 1<sup>er</sup> Mai anticarcéral et solidaire des prisonniers

Rassemblement devant l'église de Seysses le 1<sup>er</sup> Mai à  
14 heures. Petit pique-nique puis marche vers la prison.

### La prison, des murs pas forcément visibles



Sous ce titre aura lieu le prochain débat  
du C.A.S.P.

21 avril 2007 à 17h,  
au squat "Chaussas" 9, avenue  
J. Dagnaux 31200 - Toulouse

## SOLIDARITÉ AVEC LES ANTIFASCISTES TOULOUSAINS INCARCÉRÉS

Le mercredi 28 Mars, huit manifestants et manifestantes contre la venue de Le Pen à Toulouse passaient en procès. Trois ont été condamnés à des peines de prison avec sursis et cinq autres ont été condamnés à des peines de prison ferme : de 3 à 9 mois. Nous dénonçons la lourdeur de ces peines qui traduit bien la volonté de la justice de condamner pour l'exemple.

Leur seul tort est de s'être opposé aux idées de Le Pen près du lieu de son meeting. La police, qui protégeait le meeting du FN, a procédé à des arrestations arbitraires et les a directement placé à la maison d'arrêt de Seysses.

Comme KADIJA et les parents de l'école Rampal qui se sont opposés à l'expulsion de sans papiers, comme les usagers de la gare du Nord qui ont résisté aux brutalités policières, les 5 incarcérés étaient venues manifester leur solidarité face au délire sécuritaire et fascisant. C'est bien toute cette SOLIDARITE populaire que l'état dit "démocratique" veut criminaliser et isoler.

Les mêmes qui appelaient en 2002 à voter Chirac pour contrer Le Pen, traitent maintenant les antifascistes comme des criminels et tentent de séduire et de récupérer l'électorat du Front national. Le ridicule débat sur le drapeau Français en est une illustration...

Nous ne laisserons pas inverser les rôles ! Avec ces condamnations, l'État et sa justice de classe se sont délibérément rangé du côté des fascistes ! Nous le dénonçons et appelons à continuer d'exprimer votre solidarité avec les 5 antifascistes Toulousains.

Un comité de soutien s'est constitué pour les soutenir à la fois matériellement et moralement. Rejoignez-nous. Les prochaines réunions auront lieu 18 avenue de la Gloire (31500). Se renseigner pour les dates Toulouse.

PS : Lors de la première réunion, des fonds ont été récoltés. Nous les avons transmis aux incarcérés et incarcérées. Nous avons aussi les noms et numéros d'écrou pour leur écrire.

### AUTRES INFOS UTILES :

Le COMITE D'ACTION & DE SOUTIEN AUX PRISONNIERS (CASP) et les JEUNES LIBERTAIRES sont joignables 7 rue St Rémésy à Toulouse le samedi après-midi\_ PERSPECTIVE LIBERTAIRE : site de brochures anarcho-syndicalistes et anarchistes révolutionnaires. <http://perspectivlibertaire.free.fr> Pour faire vivre la mémoire de MARIE LAFFRANQUE, ses amis ont ouvert un site, ils préparent également des journées de rencontre : [www.marie-laffranque.org](http://www.marie-laffranque.org)

## POUR RENCONTRER LA CNT-AIT EN MIDI-PYRENEES

TOULOUSE : Permanence publiques le samedi de 17-19h, 7 rue St Rémésy (près de la place des Carmes).

Tables de presse :

Toulouse : le dimanche en fin de matin aux Pucés de St Sernin. RU du Mirail le mardi midi. St Aubin et autres quartiers périodiquement.

MONTAUBAN : tous les samedis à partir de 10h30 sur le marché de Prax-Paris.

AUCH : marché, le samedi 21 avril.

CAHORS : marché, le samedi 5 mai.

## VELOURUTION !



L'association Vélorution organise pour ses adhérents des garages volants (diagnostic et entretien des bicyclettes et charrettes, quand il ne pleut pas), tous les : mardis au marché bio du Capitole (10 -13 h), mercredi au marché du Cristal niveau rue de la Concorde (10 -13 h), jeudi à St-Cyprien entre la poste et le marché (10 -13 h), les mardi et jeudi au " Paul associatif " de la fac de Ranguel (14 - 18 h), jeudi au 12 rue Lassalle (19 - 21 h 30). Le premier dimanche du mois au marché St Aubin (10 - 13 h). Ventes de bicyclettes d'occasion au 12 rue Ferdinand Lassalle (de 30 à 70 euros). Adhésions : 5 euros par an et 4 heures au minimum de bénévolat (effectuées au début) + à chaque visite, une participation libre mais nécessaire (aliments, bouquins, fleurs, et, au pire, de l'argent).

Encore méconnue des médias, l'électotoxicomanie s'apparente à une drogue, comme le tabac, l'alcool et autres dérivatifs psycho-sociaux ! La maladie provoque une dépendance plus ou moins forte. Le malade éprouve une curieuse envie : le besoin irrésistible de déposer un bulletin de "démission citoyenne" dans une boîte. Mais, il a honte d'un tel comportement. Aussi le fait-il à l'abri des regards, dans un sas appelé isoloir ! Ce geste semble procurer au malade une extraordinaire jouissance, il se sent fort, invincible, et, pour tout dire, heureux ! c'est la phase dite de "citoyennite aiguë". Après, vient la phase descendante, véritable situation de crise, de déprime ! La dure réalité retrouvée, au lendemain d'élections, avec son cortège de mensonges, de trahisons, met le patient en état de manque.

Perdu, il ne voit d'autres alternatives que de changer de produit. Il va opter pour les cachets "SégoLine" fabriqués par le laboratoire PS, ou les pilules "Sarkopenilose" du laboratoire UMP, selon les cas il peut également trouver sur le marché les pastilles bio, garanties sans OGM, communément appe-

## L'ÉLECTOTOXICOMANIE



lées "Bovésidose", ainsi que des génériques divers, tels que "Troskydonne", "Buffedines", "Leppienne", tous plus toxiques les uns que les autres !

L'État, qui se dit pourtant soucieux de la santé des citoyens, ne fait rien, et, au contraire, entretient la maladie, en renouvelant des scrutins plus ou moins dosés en "sondaginelles" et "médiatox". Des chercheurs en électotoxicologie avancent même l'hypothèse selon laquelle cette maladie servirait l'État : les malades maintenus dans un état de léthargie, n'ont plus aucun esprit critique, ni velléité de réflexion et d'action autonomes.

Les soins permettant de guérir l'électotoxicomanie existent et ne sont pas onéreux. Il suffit de faire une cure d'abstentionnisme qui consiste à : rester au chaud chez soi, seul ou avec d'autres convalescents, les jours d'élections, afin de ne pas attraper le virus électotoxicologique, puis il faut poursuivre le traitement en participant le plus souvent à des groupes d'anciens malades (meetings, comités de luttes, assemblées générales, etc.), lutter matin, midi et soir contre le retour de la maladie par l'action revendicative, directe, dans son entreprise, son quartier.

Cette méthode thérapeutique a pour effet rapide de se débarrasser des réflexes de dépendance vis à vis de l'électotoxicomanie, fortement anxiogène. Par l'abstention électorale, le patient revit, prend du recul, retrouve son indépendance, son autonomie !

En conclusion, VOTER NUIT GRAVEMENT À NOTRE SANTE ET PEUT MENER AU CERCUEIL DES ILLUSIONS !!!

Docteur Pierre Noire

N.B : le docteur Pierre reçoit gratuitement et sans rendez vous et peut fournir, si nécessaire des "arrêts de voter" renouvelables, à fournir à votre antenne locale "d'insécurité sociale".

### CAMPING DE LA CNT-AIT :

**RETENEZ CES DATES : 29 juillet au 5 août 2007**

Le camping de la CNT-AIT est une façon, pour les militants, les sympathisants et leurs familles, de se retrouver, pendant une semaine, dans un cadre convivial, pour partager des activités diverses, en particulier, chaque soir, après un repas pris en commun, une discussion sur des thèmes sociétaux d'actualité est organisée. Cette année, il aura lieu du 29 juillet au 5 août. Le terrain retenu offre des conditions tout à fait correctes pour une participation très abordable. Nos lecteurs sont les bien-venus (pour toute la durée du camping ou pour un passage plus bref). Renseignez vous auprès d'un militant de la CNT-AIT ou en écrivant au journal.

### Le Combat syndicaliste changera de titre

Comme nous l'avons annoncé la CNT-AIT de Midi-Pyrénées réfléchit à un changement de titre pour ce journal. Une raison essentielle à cela : le titre actuel, héritier de l'histoire de notre organisation, constitue un obstacle, du fait du sens très négatif acquis par le mot "syndicaliste" depuis quelques décennies, singulièrement depuis ses dernières années. A l'issue d'une première série de consultation de militants et de lecteurs, six titres potentiels ont été retenus lors de la dernière assemblée générale de notre Union régionale. Il s'agit de : **CNT-AIT / Combat anarcho-syndicaliste / Combat anarchosyndicaliste pour un autre futur / Combat CNT-AIT / En route pour la Révolution**

**Révolution**

Tous les lecteurs qui ne l'ont pas encore fait sont invités à nous faire connaître leur choix et leur avis.

La rédaction

# LA VIE QUOTIDIENNE AU TEMPS DU NUCLÉAIRE

On habitait loin des centrales nucléaires, à bon vent. Les tours et les grillages, on ne les voyait que les jours de manif à Golfech. Et Tchernobyl, c'était des films, des bouquins et des manifs. Et puis, il y eut cette fatigue, cette lassitude, le médecin, la thyroïde, les spécialistes, les examens, le diagnostic, l'opération, le traitement. Et le nucléaire est entré dans la vie de la façon la plus intime, dans la chair. Le poison et l'antidote, le mal et le remède. La radiothérapie qui guérit de l'irradiation. Monde techno-industriel cynique et sans limite. Et trouble, flou, toujours incertain. Les médecins nucléaires répètent imperturbables qu'il n'y a aucune relation entre la catastrophe de Tchernobyl, et l'augmentation des cancers de la thyroïde en France et en Europe. Du fond de leurs blouses blanches, ils assèment leur savoir : La radiothérapie est le seul remède efficace pour ce type de pathologie. C'est Bécquerel ou la mort. A vous de choisir. Et en plus, ce n'est pas dangereux, alors pourquoi s'en priver ? Pas dangereux, tu parles ! *"Cela m'a rongé l'œsophage"* dit une dame dans la salle d'attente. *"Et moi, un rein !"* ajoute une autre. Pas dangereux comme dit le spécialiste en médecine nucléaire. *"Mais pendant quelques jours, ne dormez pas trop près de votre compagnon, et lavez vous souvent, et évitez d'aller dans une boulangerie avec une femme enceinte."* Le même médecin qui quelques jours plus tard apostrophe au téléphone un infirmier *"La patiente ne prendra peut être pas sa dose aujourd'hui, alors ne t'irradie pas pour rien !"*. Et ces infirmières dans le service de médecine nucléaire qui soignent les patients de loin, pas trop longtemps, pour pas faire cliquer le badge radiosensible. On

est en plein dans le monde du nucléaire. La vie quotidienne au temps du nucléaire. Rayons à tous les étages. Patients, personnels, visiteurs, tout le monde vit autour de l'invisible poison devenu remède miracle.

Ainsi donc, tandis que l'on réclame l'arrêt du nucléaire, il est déjà là dans notre vie quotidienne : on mange nucléaire avec des salades "ionisées" pour prolonger leur fraîcheur commerciale, on se soigne



nucléaire, on regarde passer les trains chargés de déchets nucléaires, on s'éclaire nucléaire. On n'a pas choisit, on subit. Les marchands et les savants ont décidés pour nous au nom du progrès et du marché.

Cela ne s'arrête pas au nucléaire. Cette terrible emprise de la tchéno-science jusqu'au cœur de notre vie se retrouve dans la chimie, et depuis plusieurs décennies. Bien au delà de l'amiante, et de la dioxine, les exemples ne manquent pas de l'intrusion sournoise et masquée des folies chimiques de nos savants, si citoyens lorsque les crédits leur manquent. Alzheimer et aluminium, phénol et cancer, nitrate

et tumeur. Et l'on s'en va défilé en voiture devant les complexes pétrochimiques. Et ne parlons pas des OGM. On les bouffe, on les boit, en demandant naïfs que l'on ne commence pas à en faire. Comme pour le nucléaire, l'OGM est à la fois le mal et le remède. Pendant qu'un chercheur prouvant les effets pathogènes des OGM sur des rats se fait virer, d'autres chercheurs bien plus en vue, expliquent comment les organismes génétiquement modifiés vont permettre de soigner des maladies incurables. Et le pire est à venir. Les démonstrations médiatisées sur le réchauffement climatique et le rôle prépondérant joué par les productions technologiques occidentales dans ce phénomène montrent de la façon la plus globale combien nos vies quotidiennes sont soumises aux créations hasardeuses et souvent mortifères de la corporation scientifique, élève appliqué et docile de la classe dominante.

Le discours révolutionnaire ne peut plus se satisfaire d'une utopie de l'homme libre, il doit prendre conscience de l'urgente nécessité d'assurer la survie même de l'homme. Engoncé dans notre aliénation au quotidien technophile, nous n'osons pas encore envisager la dureté de l'affrontement qui nous attend. Demain, il ne sera plus seulement question de choix de type de société, de mode vie, il sera question de l'urgence d'abattre non seulement la classe dominante et son système d'organisation, mais aussi et surtout, ces productions, ces marchandises. Les écologistes pro-système (Bové, les Verts et autres écolo-électoralistes) veulent faire croire que la société techno-industrielle peut s'adapter sans modifier le règne éternel du capitalisme. En le faisant, ils participent au prolongement du carnage.